



Mobilisons Nous le 19 avril 2018

jeudi 19 avril 2018, par CGI

Après la journée de forte mobilisation du 22 mars, il nous faut amplifier le mouvement pour stopper des projets dévastateurs.

Le Président MACRON et son gouvernement utilisent désormais la force et la répression face à la colère qui monte devant tant d'injustice et d'inégalités.

La brutalité de ces derniers jours envers la jeunesse, les zadistes sont intolérables : une forme de dictature est en marche !

Dans tous les secteurs de la société, dans le privé, le public, le modèle que veut imposer le pouvoir est inacceptable : brader les conquêtes sociales au seul profit de l'oligarchie qui ne cesse de s'enrichir.

Défendre les services publics est une nécessité pour chacun d'entre nous.

Quel que soit notre lieu de vie, Paris ou Province, ville ou campagne, quel que soit notre niveau de vie, nous, femmes et hommes, devons avoir accès aux mêmes services. Pour que le mot égalité inscrit sur les frontons de nos mairies soit vraiment une réalité.

Dans votre vie vous avez bénéficié de :

- L'école gratuite
- De soins hospitaliers
- De l'accès à l'énergie
- De l'accès à l'échange de communication (Courrier et Téléphone)
- Des infrastructures routières
- Des transports en commun publics
- ..

Lorsque nous acquittons une contribution à titre individuel pour ce service, le montant payé est sans commune mesure avec la réalité du prix du service : c'est tout le sens du service public, une organisation du service sur tout le territoire pour l'égalité d'accès et la sécurité et une prise en charge financière collective parce que le coût est gigantesque.

Dans notre vie professionnelle, nous sommes directement concernés par :

- Sous-effectif X
- Réorganisations de service X
- Fermeture de services ou de sites X
- Conditions de travail dégradées X
- Perte de sens au travail X
- Objectifs imposés et/ou inatteignables X
- Mobilité géographique non souhaitée et/ou fortement conseillée X
- Mobilité fonctionnelle non souhaitée et/ou fortement conseillée X
- Absence d'augmentation de salaire ou infime X
- Externalisation X
- Délocalisation X

Chez CATS TOUTES les cases peuvent être cochées !

Nous avons toutes les bonnes raisons de prendre part à l'une des manifestations organisées ce 19 avril !

Avec les projets TOKYO, Transformation CATS et Bruxelles, nous sommes directement confrontés aux outils offerts à nos Dirigeants par le Gouvernement Macron-Philippe-Pénicaud.

Ces outils permettent à notre Direction de mener avec violence contre les salariés de CATS ces restructurations avec notamment :

- l'obligation pour le salarié de se chercher un poste disponible lorsque le sien est supprimé ou déménagé du site de travail où il se trouve -** alors que le CDI engageait l'employeur à proposer un poste équivalent (c'était le cas pour le projet NICE) - la mise en place de rupture conventionnelle collective en lieu et place du licenciement économique lorsque cette recherche n'aboutit pas
 - la rupture conventionnelle collective est moins protectrice pour les salariés (moins d'accompagnement, mois de compensation)
 - la rupture conventionnelle collective est moins onéreuse pour l'entreprise
 - la rupture conventionnelle collective épargne l'image de l'entreprise en déportant vers les salariés la responsabilité de la sortie de l'entreprise qui reste la conséquence directe de la restructuration choisie et mise en œuvre par la Direction.

Les licenciements économiques dans une entreprise qui réalise des milliards de bénéfices étaient inacceptables !!

Qu'à cela ne tienne, la rupture conventionnelle collective qui les remplace est à l'initiative du salarié ...

Et ceux qui ne trouveront pas leur place et choisiront de rester subiront reproches, évaluations négatives voire conseil de discipline pour insuffisance professionnelle avec licenciement à la clé (mais ce sera à cause d'eux si ce n'est pour faute).

Nous y sommes !! Nous n'avons pas été assez nombreux pour dire NON :

- en 2016 contre la loi Macron-El Khomri
- en 2017 contre la loi Macron-Pénicaud

SOYONS au RENDEZ-VOUS en 2018 pour dire STOP à ces politiques injustes et antisociales !!